
Journée internationale de lutte contre la corruption 9 décembre 2021

« La corruption c'est [...] le manque de dignité, c'est l'absence de scrupule, c'est l'exploitation des gens sans défense. »

Tahar Ben Jelloun

Le SNPTES s'associe à la célébration de cette journée mondiale et rend hommage à toutes celles et tous ceux qui travaillent au quotidien pour lutter contre la corruption. C'est un fléau, y compris dans nos démocraties. Il se répand partout et dans tous les domaines. Comme souvent, ce sont les plus faibles qui en paient le prix.

Si, en France, l'accès aux soins reste un des meilleurs et des plus égalitaires, il ne faut pas oublier que ce n'est pas le cas partout. De la corruption et du détournement de fonds à la surfacturation et au favoritisme, la corruption dans le secteur des soins de santé prend de nombreuses formes ce qui est particulièrement inquiétant alors que nous subissons une pandémie depuis deux ans : la pénurie et le pouvoir corrompeur de l'argent empêchent l'accès au soin des plus précaires à travers le monde¹.

Dans le domaine de l'éducation, la corruption a également de graves conséquences : « Une utilisation systématique d'une charge publique pour un avantage privé, [...] a un impact significatif sur la disponibilité et la qualité des biens et services éducatifs et, en conséquence, sur l'accès, la qualité ou l'équité de l'éducation » (Institut International de Planification de l'Education²).

D'après l'étude de référence de Transparency international³ publiée en 2020, qui mesure l'indice de perception de la corruption dans tous les pays du monde, la France se classe 29ème avec un score de 69/100. Ce classement semble honorable si on se compare à l'ensemble des pays du monde. Cependant nous sommes bien loin des standards des pays qui caracolent en tête comme le Danemark, la Nouvelle-Zélande, la Finlande, Singapour, la Suède, la Suisse, la Norvège, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Luxembourg que nous devrions avoir comme modèle dans ce domaine. Il semble que les mœurs évoluent (lentement ?) dans ce sens. Durant les décennies précédentes, on pouvait s'interroger sur le niveau d'exigence des Français en ce qui concerne l'intégrité attendue de la part de nos politiques. Mais les choses changent et les conséquences des « affaires » récentes ainsi que la création du Parquet national financier en 2013 sont des éléments encourageants dans ce domaine.

Parallèlement à cela, des personnes s'investissent sans relâche pour enquêter, dénoncer et porter devant la justice des faits condamnables. Le SNPTES salue particulièrement ANTICOR (créée

¹<https://www.transparency.org/fr/news/how-corruption-is-making-people-sick>

²<http://www.iiep.unesco.org/fr>

³https://transparency-france.org/wp-content/uploads/2021/01/CPI2020_Report_FR-WEB.pdf

après l'élection présidentielle du 21 avril 2002) qui lutte en France, de manière trans-partisane pour l'éthique et la probité en politique⁴.

Tous ces acteurs sont soumis aux diverses pressions médiatiques et judiciaires lorsqu'ils sont en démocratie et à des dangers plus tangibles pour leur vie, ailleurs dans le monde. Ne les laissons pas seuls face à un fléau qui ruine l'avenir de nos enfants et en France fracture chaque jour un peu plus notre pacte républicain. Soutenons-les !

« l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements ».

Préambule de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

Choisy-le-Roi, le 9 décembre 2021

⁴<https://www.anticor.org/>